



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/949
S/1997/584
21 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante et unième session
Point 3 de l'ordre du jour
POUVOIRS DES REPRÉSENTANTS À LA
CINQUANTE ET UNIÈME SESSION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 24 juillet 1997, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Cambodge auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour que vous en preniez connaissance d'urgence, le texte d'une lettre datée du 24 juillet 1997, que vous a adressée S. A. R. le Prince Norodom Ranariddh, premier Président du Gouvernement royal du Cambodge, concernant le Décret royal me relevant de mes fonctions de représentant permanent du Royaume du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 3 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire,

Représentant permanent

(Signé) SISOWATH Sirirath

ANNEXE

Lettre datée du 24 juillet 1997, adressée au Secrétaire général
par le premier Président du Gouvernement royal du Cambodge

J'ai l'honneur de vous informer que le Prince Sisowath Sirirath, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentant permanent du Royaume du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies, est et restera toujours le Représentant permanent légal du Gouvernement royal du Cambodge, dont je suis le premier Président. Toute tentative faite par mon collègue, le deuxième Président Samdech Hun Sen, qui a dirigé le coup d'État des 5 et 6 juillet, et son collaborateur, le chef d'État par intérim Samdech Chea Sim, pour rappeler l'Ambassadeur Sisowath Sirirath est injustifiée.

Dans la lettre qu'il a adressée le 24 juillet 1997 à Samdech Chea Sim, Président de l'Assemblée nationale, et à Samdech Hun Sen, le deuxième Président, S. M. le Roi Norodom Sihanouk a indiqué qu'il n'avait pas d'avis ni d'opinion à formuler concernant cette demande, que le Gouvernement royal du Cambodge devrait se prononcer et que Samdech Chea Sim, le chef d'État par intérim, pourrait signer lui-même, au nom du Roi, le Décret royal rappelant le Prince Sisowath Sirirath.

Premièrement, permettez-moi de vous informer qu'en vertu de l'article 21 du chapitre II de notre constitution, seule Sa Majesté le Roi peut signer la nomination d'un haut fonctionnaire, d'un officier militaire et d'un administrateur civil, ainsi que d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Deuxièmement, Sa Majesté le Roi a indiqué qu'il appartenait au Gouvernement royal du Cambodge de se prononcer. Je suis le premier Président légal du Gouvernement royal du Cambodge. Aucun article de notre constitution ne dispose que le chef d'État par intérim peut révoquer un membre quel qu'il soit du Gouvernement royal du Cambodge, un ambassadeur ou un gouverneur de province.

Troisièmement, l'affirmation de Sa Majesté le Roi selon laquelle le chef d'État par intérim pourrait signer le Décret royal rappelant l'Ambassadeur Sisowath Sirirath paraît inconstitutionnelle, car Sa Majesté le Roi sait très bien qu'en vertu de la Constitution, si le chef d'État par intérim Chea Sim veut révoquer l'Ambassadeur Sisowath Sirirath, il peut le faire lui-même en son propre nom. Mais Sa Majesté le Roi ne signera pas le Décret royal. Dans la présente situation d'agitation politique qui règne dans mon pays, aucun des collaborateurs de celui qui a dirigé le coup d'État ne pourrait prendre de décision ou donner des instructions en mon nom. Le Gouvernement royal du Cambodge ne compte que la moitié de ses membres. Les véritables membres du Parti Funcinpec n'en font pas partie. Il est composé uniquement de renégats du Funcinpec, dont certains sont menacés par Hun Sen.

Notre constitution a été élaborée de manière à nous prémunir contre un fait accompli, tel que le violent coup d'État qui a eu lieu dans mon pauvre pays les 5 et 6 juillet. En tant que premier Président, j'élève une protestation énergique contre le Décret royal illégal de Samdech Chea Sim, chef d'État par intérim, qui, en tant que président du Parti du peuple cambodgien (PPC)

/...

a soutenu le principal auteur du coup d'État Hun Sen, comme le montre clairement la lettre qu'il vous a adressée le 8 juillet 1997, dans laquelle il m'a accusé sans preuve d'avoir commis bien des crimes.

L'Ambassadeur Sisowath Sirirath ne saurait être relevé de ses fonctions actuelles d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent du Royaume du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies, car il a été nommé sur ma recommandation, ainsi que sur celle de Samdech Hun Sen. En conséquence, sans mon approbation, l'Ambassadeur Sisowath Sirirath ne peut être rappelé.

Je vous serais très obligé de bien vouloir informer de ce qui précède les membres de la Commission de vérification des pouvoirs, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, et de faire distribuer le texte de ma lettre comme document de l'Organisation des Nations Unies.

Le premier Président

(Signé) NORODOM Ranariddh
